

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune d'ESSARTS EN BOCAGE

Dossier n° AP 085 084 24 U0001

Déposé le : 17/01/2024

Demandeur : SCI VDEM

Représentée par Monsieur COUSIN David

Pour : pose de 2 enseignes éclairées par une rampe

lumineuse sur 2 façades d'un bâtiment Adresse terrain : rue des Ibis – Bâtiment D Les Essarts à ESSARTS EN BOCAGE (85140)

ARRÊTÉ

Portant autorisation de pose d'enseignes sous réserve au nom de la commune d'Essarts en Bocage,

Le Vice-Président de la délégation spéciale faisant fonction d'Adjoint au Maire,

Vu la demande n° AP 085 084 24 U0001 réceptionnée et déclarée complète le 02/02/2024 en mairie d'Essarts en Bocage, présentée par la SCI VDEM, représentée par Monsieur COUSIN David pour la pose de 2 enseignes éclairées par une rampe lumineuse sur 2 façades d'un bâtiment sis rue des Ibis – Bâtiment D – Les Essarts à ESSARTS EN BOCAGE (85140);

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.581-18, R581-9 à R.581-13, R.581-58 à R.581-65;

Considérant qu'en l'application de la loi « climat et résilience » modifiant les articles R.581-6 et R.581-8 du Code de l'Environnement, l'autorité de police de la publicité est transférée aux communes à compter du 1^{er} juillet 2024 ;

ARRÊTE

Article 1

La présente demande fait l'objet d'un accord sous condition du respect de la prescription mentionnée à l'article 2.

Article 2

Les rampes lumineuses seront éteintes entre minuit et 6 heures.

Fait à Essarts en Bocage, le 09 février 2024

Gérard GLOTAIN,
Vice-Président de la délégation spéciale
Faisant fonction d'Adjoint au Maire,

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Informations générales

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- D'un recours gracieux auprès de la Mairie d'Essarts en Bocage : 51 rue Georges Clemenceau 85140 ESSARTS EN BOCAGE dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
- D'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes par courrier ou par voie électronique via le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.